

Six thèses sur la perspective du Parti de Gauche : questions ouvertes, problèmes, défis

Par André Brie

1. Le Parti de Gauche. peut, lors des élections probables au Parlement fédéral le 18 septembre, compter sur un grand succès électoral, qui pourrait durablement secouer la tectonique de la « politique particienne » en Allemagne fédérale. Les valeurs de sondages à présent stables de 10 à 12 pourcent pour le nouveau Parti de Gauche ne sont pas surprenantes, bien qu'un résultat électoral de plus de 10 pourcent et le but de devenir la troisième force au Parlement fédéral doivent d'abord être réellement réussis. Premièrement, il y existe un potentiel d'électrices et d'électeurs, qui a sensiblement grandi ces dernières années, à Gauche du SPD et des Verts d'une hauteur d'au moins 15 pourcent au niveau fédéral. Il consiste à presque deux tiers d'électrices et d'électeurs, qui ont jusqu'ici élus le SPD et parfois aussi le CDU, ou respectivement d'ainsi- dites abstentionnistes, surtout dans les pays fédéraux de l'Ouest, lesquels le SPD n'a déjà pas pu se rattacher ni politiquement ni culturellement depuis des années. La définition de soi-même de ces gens comme étant de Gauche et leur accord certainement complexe avec les évaluations et les revendications du PDS étaient bien connus. Pourtant la barrière face au PDS, pour des raisons historiques et culturelles et aussi due à la faiblesse du parti en Allemagne de l'Ouest, aussi une décennie et demi de plus après la réunification de l'Allemagne était pratiquement insurmontable. Deuxièmement, le rapprochement du PDS et du WASG, si bien que le fait tout à fait spectaculaire, qu'Oskar Lafontaine et Gregor Gysi étaient prêts de se placer en tête d'une alternative claire à la politique ultralibérale, émettait justement le signal, qui correspondait à l'attitude de protestation et aux espoirs de beaucoup de gens, qui vivaient cette politique comme menace sociale, division et exclusion. Étant donné le manque d'une atmosphère de nouveau départ politique et la faiblesse de mouvements alternatifs sociaux, il y avait besoin de cette forte symbolique pour transformer la passivité et la résignation sinon dans un mouvement actif social, mais au moins (et du coup) dans un potentiel électoral alternatif réel.
2. De cette manière, ils y deviennent apparents aussi des premiers problèmes et défis, qui s'opposent à une perspective durable du Parti de Gauche. Le Parti de Gauche a, s'il ne fait pas de trop grandes fautes, une sécurité considérable d'avoir un succès électoral le 18 septembre. Il n'a pourtant pas du tout la sécurité d'avoir une perspective durable et de devenir la plate-forme possible et nécessaire d'une Gauche moderne, nouvelle en Allemagne. Ceci est moins une question, pour combien de temps et avec quelle effectivité Gysi, Lafontaine et Bisky vont poser pour cette reconstitution de la Gauche, bien que derrière eux – en dépit de tout respect – ils y figurent toute une série de personnages, quoique compétents, mais qui même dans leurs premières dispositions n'ont pas d'effet semblable sur les masses et pas de pouvoir d'intégration. Les problèmes réels pourtant sont beaucoup plus grands : Le Parti de Gauche profite actuellement d'une large déception politique des partis établis et de l'érosion des milieux traditionnels social démocratiques. Le dernier n'est pas dû, dans mon opinion, seulement au détournement du SPD de sa politique sociale et démocratique mais aussi aux changements profonds socio- structurels dans les sociétés modernes, en particulier à la différenciation

sociale et culturelle dans toutes les classes et milieux. Mais le Parti de Gauche ne va pas pouvoir se fonder durablement sur des milieux solides et seulement sur une minorité d'électrices et d'électeurs habitués, surtout pas s'il n'arrive pas à lier une politique de justice sociale, de cohésion et de solidarité à des réponses à la grande différenciation et individualité des plans de vies des gens. En plus, trois déficits immédiats du Parti de Gauche sont de toute façon difficile à mettre en doute : premièrement sa moyenne d'âge élevée et ses difficultés de s'ouvrir culturellement à des jeunes gens (le culte occasionnel de candidats très jeunes dans le PDS n'y change rien), deuxièmement la dominance masculine au sein du PDS et encore plus dans le WASG et l'attention dramatiquement en retrait à la politique féministe, troisièmement les points de contacts très faibles avec les nouveaux mouvements critiques de la société, avec les intellectuels critiques et avec la discussion européenne et internationale de Gauche.

3. Dans cela il est, comme dans toutes les autres questions politiques et programmatiques, pas question des réponses – nécessaires aussi – que l'on élabore dans des chambres des partis ou les parlements, aussi convaincants qu'ils puissent être dans les détails. Il est question de la résonance politique, sans laquelle les concepts les plus parfaits resteraient sans effet politique. Il est question de contre- hégémonie, qui met en question fondamentalement l'ultra- ou néolibéralisme dans le proteste social et dans le travail parlementaire et lui lance un défi – et c'est là, qu'il y a en ce moment les plus grands déficits – par des alternatives modernes et réalistes. À cette fin, il faut certainement des plus grands efforts intellectuels, communicatifs et politiques, dont de toute façon, il n'y a pas beaucoup à voir en ce moment. Du côté de l'exécutif du PDS, l'on a demandé même, juste après la décision de Schröder d'anticiper les élections fédérales, la « fin de la discussion académique » sur une ouverture vers le WASG. Seulement sous la pression de la déclaration de Lafontaine, qu'il était prêt de se porter candidat pour une alliance de gauche, il y était opéré, deux jours plus tard, le tournant de 180 degrés. Il est problématique pourtant, que cette discussion n'a été menée ni d'une façon « académique », ni même politiquement au sein du PDS. Ils y existent dans le PDS beaucoup de concepts, souvent mêmes convaincants et différenciés, contre Hartz IV et l'Agenda 2010, pour une politique plus juste des impôts et des finances, des idées toujours réinventées pour un développement autogéré et durable du développement économique en Allemagne de l'Est ou pour des contributions patronales basées sur la valeur ajoutée, par lesquelles l'on pourrait aboutir à un réaménagement radical, socialement juste et solidaire, économiquement raisonnable et porteur d'avenir des systèmes de sécurité sociale. Ce qui n'a guère existé ses dernières années (à l'exception notable du livre de Bisky « *D'autant de rêves* »), ce sont des impulsions intellectuelles et des offres adressés à la société et la participation dans la discussion intellectuelle et sociale. Là, ils y dominent le monologue et la crainte de s'engager activement dans le dialogue avec des critiques et d'autres, qui pensent différemment. Ils y manquent aussi en même temps la force et la préparation de mener la confrontation sur un concept de politique de paix et de sécurité capable d'être entré dans la politique ou bien de ramasser les conceptions d'un secteur économique financé par les autorités publiques, qui sont mûries dans le PDS plus loin que dans aucune d'autre organisation politique et sociale, dans un projet fascinant et stratégique d'un secteur économique tertiaire fort, qui pourrait lier des formes de propriété dans la

société civile, les services existentiels locaux, la durabilité sociale et écologique, des circuits économiques régionaux et l'extension de l'infrastructure culturelle. La résonance sociale à l'attitude de protestation du PDS ou respectivement du Parti de Gauche n'est pas à négliger et souvent positive. La résonance aux conceptions alternatives au contraire est faible. Le temps, où l'exécutif du parti s'invita un représentant officiel de l'église catholique pour disputer de la politique sociale, Ernst-Ludwig von Weizsäcker pour un débat sur la durabilité écologique ou même se laissa dire personnellement par le chercheur de partis politiques, Peter Lösche, que le PDS était le parti le plus mesquin d'Allemagne, est passé pour plus d'une décennie.

4. Mais cela n'est qu'un côté, même pas le plus important. Il faut quelque chose de même plus important : une société, au moins des parties essentielles de la société, qui non seulement protestent ou se résignent ou au mieux défendent les critères du passé (ce qui est bien sûr tout de même significatif), mais une société de réponses nouvelles, comme par exemple, des conceptions d'une société civile, d'un réaménagement émancipatoire de la cohésion sociale et de la solidarité sociale, d'une société et d'une économie plus européenne et plus internationale, et une qui en discute elle-même et dont les formes de mouvements politiques et sociales se développent principalement en dehors des partis. La société allemande en ce moment en est encore très loin. D'une façon très stable, dans les sondages de la dernière décennie, à peu près 80 pourcents des gens ont demandé des changements fondamentaux, tandis que simultanément 75% pensaient, qu'ils étaient impossibles. La résonance sociale à l'attitude de protestation du PDS ou respectivement du Parti de Gauche n'est pas du faible et souvent positive. La résonance aux conceptions alternative, au contraire, est négligeable. La résonance, pourtant, n'est pas une rue à sens unique, si l'on ne veut pas retomber dans un avant-gardisme élitaire dangereux et sans perspective. La société, avant tout les mouvements sociaux critiques et leurs débats, devrait aussi trouver grande résonance dans le Parti de Gauche. Comment résoudre pourtant ce problème, aussi longtemps qu'il y manque d'assurance sociale, de mouvements sociaux forts et aussi de contre-hégémonie sociale ? Je ne suis pas si pessimiste à cet égard, car premièrement, je vois le néolibéralisme, si dominant ces temps-ci, déjà dans une crise intellectuelle. Deuxièmement, dans mon opinion, Franz Walter semble avoir raison dans son article dans le *Zeit* (23/2005), « *République en départ* », lorsqu'il écrit en ce qui concerne la victoire électorale anticipée du CDU/CSU/FDP : « Les Allemands vont élire un gouvernement, dont le projet, la rhétorique et aussi les figures de tête les fait chier dès maintenant... Le nouveau libéralisme se rapproche bien du pouvoir – mais au fond, la majorité de la société l'a déjà laissé derrière elle. » Je partage surtout son opinion, qu' « à l'avenir... il va devenir de plus en plus clair, quels seront les effets destructifs du capitalisme déchaîné... Ce développement va conduire à un renouveau du besoin d'idées socio-régulatrices et d'instruments d'intégration sociale. Il pourrait même être le cas, que l'État sera réinventé dans un sens positif en tant que garant intérieur de liberté et de paix. L'on discutera de modèles intégratifs d'activités et d'organisation, aussi de nouvelles structures, beaucoup plus orientés vers la participation, de la vie politique. » Troisièmement, les acteurs plus ou moins effectifs de ces nouveaux débats sociaux et d'une nouvelle atmosphère intellectuelle et politiques existent déjà : des mouvements sociaux de gauche

sur des questions anti-racistes, internationalistes, féministes, pacifistes ou socio-écologiques et une couche, pas si petite que ça, d'intellectuels critiques. Ulrich Brand, membre dans le conseil scientifique d'Attac Allemagne, a déclaré dans le « *Frankfurter Rundschau* » du 13 juillet 2005 : « Aussi bien le PDS que le WASG ne sont pas attractifs jusqu'ici à ces deux spectres. » Il faut prendre cette critique au sérieux. Je trouve, qu'elle fait son point. Cela a moins avoir avec la bonne volonté dans le PDS/Parti de Gauche ou le manque de respect envers ces mouvements sociaux (en ce qui concerne les intellectuels, pourtant, la situation est différente), certainement pas avec les belles déclarations d'intentions qui abondent. Les points de contact programmatiques ne sont pas minimes, bien qu'ils soient contradictoires. L'intérêt commun en une « reconstruction substantielle, stratégique et organisationnelle d'une gauche plurielle » est grand. Mais les points de contact pratiques politiques sont, des deux côtés, déficitaires. Les soupçons dans les mouvements sociaux de gauche envers des partis, les craintes concernant leur propre instrumentalisation ou l'adaptation des partis de gauche aux « procédures de représentation parlementaire » (Brand) sont très prononcés. Brand voit bien des « développements intéressants » au sein du PDS, mais un « rapport non-instrumentalisé » présupposerait de la confiance. Celle-ci à son tour peut, dans mon opinion, être atteinte seulement par des contacts de travail compétents, continuels, et critiques, par des offres de haut niveau du côté du Parti de gauche lui-même et par son ouverture aux mouvements et aux intellectuels de gauches. Ceci pourtant ne veut pas dire uniquement, de toute façon pas principalement, de laisser des représentants de ces forces se porter candidates et candidats pour le Parti de gauche, mais l'ouverture à leurs thèmes et à leurs discussions, à leurs critiques et la capacité de politiser aussi dans les parlements et dans les gouvernements régionales des aspirations anti-néolibérales et critiques du système. Les conceptions discutées dans le PDS au-delà de la défense légitime de l'acquis, comme, par exemple, celles d'une contribution sur la création de valeur ajoutée, de l'assurance citoyenne et de travailleuses et travailleurs rémunérés ou d'une sécurité sociale de bases pourraient faire face ou se joindre aux débats naissants du mouvement altermondialiste sur des concepts comme les biens mondiaux publics, des nouvelles formes de propriété dans « la société du savoir » (software libre, copyleft), sur des budgets participatifs et le renforcement de la démocratie locale (« reconquête de l'État »). Néanmoins un parti avec un si grand ancrage et une si grande acceptation communales et régionales que le PDS va aussi devoir donner des réponses moralement justifiables et réalistes à des questions brutales sur le budget, sur le développement des taxes communales, les conditions pour les crèches, les garderies et les autres institutions préscolaires, sur les théâtres ou sur des thèmes du marché du travail local ou régional.

5. La question, qui vient d'être discutée, est d'une nature des plus fondamentales mais aussi d'une signification spéciale actuelle. À mon opinion, les conditions mentionnées par Franz Walter dans le *Zeit*, mais aussi la faiblesse programmatique et intellectuelle du CDU/CSU et du FDP ainsi que les contradictions profondes au sein de l'Union et entre elle et le FDP militent en faveur du fait, que contrairement aux décennies passées, l'on ne devrait pas s'attendre à une longue période de gouvernement noire et jaune. Déjà en 2009, d'autres relations de forces parlementaires sont possibles, même vraisemblables. Que le Parti de Gauche ne soit pas du tout disponible en

2005 pour une coalition avec le SPD et les Verts d'Alliance est un consensus et même indispensable en vue de la politique gouvernementale « rouge-verte » ainsi que de l'histoire de création du Parti de Gauche. Mais qu'est-ce que sera en 2009 ? Le SPD et les Verts vont essayer dans l'opposition de développer de nouveau un peu plus de profile de gauche, avec quelle crédibilité, l'on le verra bien. Beaucoup de choses l'on ne peut pas encore apprécier sérieusement en ce moment. Mais une situation, dans laquelle le Parti de Gauche deviendrait, pour des raisons arithmétiques, partie constituante d'une coalition, qui n'est pas prête à une politique vraiment anti-néolibérale, enlèverait sa raison d'être et sa possibilité d'exister à ce parti. Quatre années sont peut-être beaucoup de temps pour des initiatives, des propositions de lois et des allocutions dans le Parlement fédéral. Elles sont peu de temps dans la société. C'est pourquoi le travail en direction et dans la société et avec ses parties critiques ne doit pas être repoussé d'un seul jour de plus. Si en 2009, la coalition avec le SPD, déjà plus exclue par Gysi et Lafontaine, devenait possible, alors cela pourrait se passer uniquement dans un autre climat intellectuel de la République, uniquement avec un SPD, qui aurait retrouvé ses racines sociales et démocratiques, et seulement pour une politique vraiment différente, véritablement socialement juste, orientée vers le marché intérieur européen, plus civile, plus durable, émancipatoire.

6. Uniquement la capacité d'opposer de la résistance effective politique au démontage de l'État social et de la combiner avec des alternatives publiques convaincantes et avec une politique émancipatoire, éclairante et solidaire va aussi être apte à prévenir, au long terme, que le proteste sera approprié de droite et canalisé dans une direction xénophobe, raciste et nationaliste. Mais je suis persuadé, que le Parti de Gauche doit aussi donner à une telle stratégie et politique un fondement critique du capitalisme et démocratique socialiste. La lutte pour la démocratie sociale de gauche ne rend pas assez de justice à la responsabilité sociale et à la capacité de perspective d'un nouveau parti de gauche. L'anti-néolibéralisme ne va plus être adéquat uniquement en tant que nostalgie ou même renouvellement d'une politique Keynesienne. Dans un temps de défensive politique et intellectuelle presque catastrophique de la gauche critique du capitalisme et de tabou factuel de questions de pouvoir et de propriété, aussi les dernières doivent finalement être de nouveau posées offensivement, car les espaces de manœuvres pour la démocratisation sociale et la socialisation démocratiques urgentes de la société sont clairement épuisés. Ceci n'a pas lieu en ce moment d'une façon pertinente à la politique ni dans le PDS ni dans le WASG et surtout pas dans une forme, qui atteindrait des millions de gens dans leurs intérêts et expériences actuels, car avec de l'orthodoxie de parti communiste l'on ne peut guère gagner un pot de fleurs ces jours-ci. Cette confrontation doit être menée avec la partie du WASG, qui rejette des buts de critique sociale et visant au-delà de la dominance du capital. Des mouvements sociaux des gauches peuvent, mais ne doivent pas avoir des destinations aussi lointaines, mais le Parti de Gauche certainement. Indépendamment du fait, comme lui-même a pu s'imaginer la réponse, Ralf Dahrendorf a décrit ce défi déjà il y a ses années dans son livre « *Le conflit social moderne* », sans que la gauche démocratique et critique du capitalisme ait été capable et prête de s'en saisir avec un contenu contemporain et d'un faire le sujet de politique réelle : « Il y a des temps, dans lesquelles des conflits sociaux et leurs discussion scientifique assument un caractère fondamental ou constitutionnel... Ceci était

le cas au dix-huitième siècle... ; cela vaut de nouveau à la fin du 20^{ième}. Dans des temps pareils, les règles du jeu du pouvoir et de la société mêmes sont à disposition. » L'hégémon néolibérale, dont les partis rangeant du CDU/CSU et FDP jusqu'aux Verts et au SPD, placent les règles de jeu en effet fondamentalement à disposition, bien que ça se fasse sans discussion publique et « scientifique » du changement de paradigmes envisagé et pratique, mais par la propagande, le mensonge de simplement vouloir les renouveler. Au contraire, la gauche, aussi le PDS et le WASG, reste en majeure partie dans une situation de défensive et se résigne à sa propre situation de défensive et de faiblesse. Pour ne pas être malentendu, celles-ci sont d'abord réelles, et la conclusion n'en peut deuxièmement pas non plus être un fondamentalisme sociopolitique, pas une alternative de noir et blanc, pas un révolutionnarisme poussièreux verbal, pas de réduction à une rupture sociale sans continuité sociale, au contraire : L'alternative à la société de marché est surtout la démocratisation décidée de la politique et de la société. Et sans réalisme politique et sans politique réaliste, cela aussi je le dit en raccourci et dans des termes consciemment abstraits, il ne va pas devenir possible de mettre sur la table les « règles du jeu du pouvoir et de la société » de gauche, avec une tendance critique du capitalisme d'une façon effective dans la politique et dans la société.

Le résumé de Ulrich Brand est aussi le mien, aussi longtemps qu'il n'est pas compris comme manque d'assurance ou d'esprit de lutte d'un Parti de Gauche ou d'un mouvement extraparlamentaire, ce qui est aussi loin d'être venu à l'esprit à Brand : « Un parti peut seulement faire partie de changements sociaux et ne peut pas remplacer l'engagement de millions de gens pour une société meilleure dans des divers contextes. Il ne peut pas non plus simplement produire cet engagement mais, au mieux, le lier dans des actions circonspectes à des fins précises. Sinon nous allons vivre un bref feu de paille, qui va nourrir pour la n^{ième} fois, et appuyé par les forces gouvernantes, l'illusion du parlementarisme. »

Original sur www.rosalux.de; traduit par Carla Krüger, le 18 août, 2005. Ce texte sera inclus dans une collection d'essais sur le nouveau Parti de Gauche à apparaître de la frl en Allemand dès maintenant et en Anglais et en Français après les élections (probables)...